

ACTION URGENTE

COLOMBIE. DES AGRICULTEURS MENACÉS ET EXPULSÉS

Un représentant des agriculteurs d'El Tamarindo, dans le nord de la Colombie, a reçu une menace de mort le 25 mars dernier. Quelques jours auparavant, plusieurs hommes armés, soupçonnés d'être des paramilitaires, ont attaqué et menacé les paysans habitant dans cette ferme après l'expulsion forcée de 43 familles de ce terrain.

Le 25 mars 2014, Juan Martínez – dirigeant de l'association des travailleurs de la terre (ASOTRACAMPO) vivant dans l'exploitation agricole El Tamarindo, dans la municipalité de Galapa (département de l'Atlantique) – était chez lui lorsqu'il a été menacé par une femme appartenant à un groupe armé, semble-t-il paramilitaire : « Tu es encore en vie Juancito, mais nous avons déjà des gens pour te tuer. »

Le 22 mars dernier, 15 hommes armés de machettes, membres supposés de groupes paramilitaires, ont bloqué la route menant à la ferme. Ils ont arrêté la voiture dans laquelle se trouvaient des agriculteurs vivant dans cette exploitation, essayé de faire sortir Juan Martínez du véhicule et frappé Rainil Marmolejo, lui aussi membre de l'ASOTRACAMPO, qui était au volant. L'un d'entre eux leur a dit : « Soyez prudents, ça ne restera pas toujours comme ça. » Plus tard ce jour-là, un des hommes armés a menacé de mettre le feu aux maisons des agriculteurs. Le 21 mars, 43 familles vivant dans la zone du Campo Natasha à El Tamarindo ont été chassées sur ordre du maire de Barranquilla.

L'ASOTRACAMPO représente certaines familles installées sur ce terrain. Depuis 2001, cette exploitation est occupée de manière pacifique par 130 familles, qui ont été déplacées de force au cours du conflit armé. Des mesures ont été prises pour les chasser, ce qui a conduit à l'expulsion forcée de certaines d'entre elles en mai, juin, juillet et novembre 2013. Le 30 octobre dernier, le groupe paramilitaire des Rastrojos – Commandos urbains de Barranquilla a désigné ces personnes comme « objectifs militaires ».

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à assurer la sécurité des familles et des défenseurs d'El Tamarindo, dans le strict respect de leurs besoins et de leurs souhaits, ces personnes désirant continuer leur combat pour la reconnaissance de leurs droits fonciers concernant le terrain d'El Tamarindo ;
- engagez-les à diligenter une enquête minutieuse et impartiale sur l'attaque et les menaces dont elles ont été victimes, à rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez-leur qu'elles ont l'obligation de protéger le droit des victimes d'expulsions forcées à un recours efficace, ainsi que le droit des personnes déplacées de force d'El Tamarindo à un relogement dans des conditions sûres et dignes, conformément aux Principes directeurs des Nations unies relatifs au déplacement interne.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 8 MAI 2014 À :

Président de la Colombie

Juan Manuel Santos
 Presidente de la República, Palacio de
 Nariño, Carrera 8 No.7-26
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631
 Formule d'appel : *Excmo. Sr.*
Presidente Santos, / Monsieur le
Président,

Maire de Barranquilla

Elsa Noguera
 Alcaldesa de Barranquilla
 Calle 34 No. 43 - 31
 Barranquilla, Colombie
 Fax : +57 5 339 9800 (dites « *fax por*
favor » si quelqu'un décroche)
 Formule d'appel : *Estimada Sra.*
Alcaldesa, / Madame le Maire,

Copies à :

MOVICE Atlántico
 c/o Nevys Niño Rodríguez
 Carrera 21C No 25-42
 Las Nieves, Barranquilla, Colombie

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la seconde mise à jour de l'AU 103/13. Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/051/2013/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. DES AGRICULTEURS MENACÉS ET EXPULSÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au cours du conflit armé qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années, des millions d'hectares de terres ont été volés. Le plus souvent, les propriétaires légitimes ont subi des violences, notamment les populations indigènes, les Afro-Colombiens et les paysans. Les différentes parties au conflit, à savoir les troupes paramilitaires et les forces de sécurité, qui agissent seules ou en collaboration les unes avec les autres, ainsi que les groupes de guérilla, ont conduit plus de cinq millions de personnes à quitter leur domicile.

En 2001, quelque 130 familles – obligées de quitter leurs maisons dans les départements de Córdoba, du Magdalena, de César et de Sucre en raison du conflit armé – occupaient 120 hectares de l'exploitation agricole El Tamarindo, dans le département de l'Atlantique, qui était alors abandonnée. En 2007, les autorités étatiques ont annoncé qu'une zone de commerce libre serait instaurée dans un périmètre comprenant cette ferme. En 2008, une entreprise locale a lancé une procédure judiciaire car elle affirmait posséder le terrain d'El Tamarindo.

Un groupe d'homme armés, soupçonnés d'être des paramilitaire opérant dans la région, a menacé à plusieurs reprises de tuer les agriculteurs vivant dans cette ferme. Le 28 janvier 2012, les autorités civiles locales ont fait intervenir en vain les forces de sécurité afin de faire appliquer les avis d'expulsion concernant ces personnes, avis obtenus, semble-t-il, par de puissants acteurs économiques qui prétendent posséder une partie des terres en question. À cette occasion, des hommes armés de la région ont menacé les agriculteurs.

Le 12 avril 2013, Narciso Enrique Tehrán Mejía, fils du vice-président de l'ASOTRACAMPO, a été abattu dans son sommeil à El Tamarindo.

Plusieurs actions ont été entreprises pour tenter, parfois avec succès, de chasser les habitants d'El Tamarindo. Le 7 novembre 2013, des agents des forces de police, y compris de l'unité antiémeute de la police, ont expulsé de force 28 familles de la zone de Beitjala, sur le terrain de l'exploitation agricole. À cette occasion, trois personnes ont été blessées et conduites à l'hôpital. Les familles d'agriculteurs ont perdu leurs récoltes et une partie de leur bétail. Cette expulsion est survenue quelques jours après que les Rastrojos – Commandos urbains de Barranquilla leur ont adressé des menaces de mort.

Entre le 9 novembre 2013 et le 10 mars 2014, des membres de la Deuxième brigade de la police militaire ont installé leur poste sur le terrain d'El Tamarindo. Des témoins affirment avoir vu la police militaire et les hommes armés collaborer et faire des patrouilles communes.

Le Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE) est une vaste coalition d'organisations de la société civile qui milite pour obtenir vérité, justice et réparation au nom des victimes du conflit armé interne qui déchire la Colombie depuis des années. Ses membres rassemblent des informations sur de nombreux cas d'homicides et de disparitions forcées imputables aux forces de sécurité et à des groupes paramilitaires.

Personnes concernées : familles d'El Tamarindo

Hommes et femmes

Action complémentaire sur l'AU 103/13, AMR 23/013/2014, 27 mars 2014

